

## RECENSIONS

**BRUTER M., LODGE M. (eds.), *Political Science Research Methods in Action*, Basingstoke, ECPR-Palgrave-McMillan, 2013, 272 p.**

En matière de méthode, le recueil de retours réflexifs sur des publications antérieures est un genre éditorial à part entière. Il est moins développé que le manuel monométhodologique, que l'encyclopédie ou que le recueil collectif, mais il a ses raisons d'être. Il n'est ni plus ni moins difficile qu'un autre, si ce n'est que sa rareté suscite de manière moins évidente l'intérêt du lecteur ou de la lectrice, et impose donc un soin supplémentaire. Comment intéresser sans paraphraser la publication initiale ? Quelle écriture pour rendre compte de la technicité du traitement de données toujours plus riches et volumineuses ? Comment partager les difficultés rencontrées dans l'analyse sans prendre le risque d'en dévaluer a posteriori les résultats ?

Pour M. Bruter et M. Lodge, responsables du volume, le but est d'explicitier et de justifier des alternatives aux méthodes habituelles que les auteurs n'avaient pas pu détailler dans la publication initiale (page 4). Les auteurs sont invités à révéler les « secrets » de leurs « recettes » (2) et à montrer comment ils ont allié créativité et rigueur dans l'innovation. Pour eux, la méthode est successivement une cuisine (2, 139), la page blanche de l'écrivain (1), une salle des machines (1, 4), le plan d'un ingénieur criminel (2), le trajet erratique d'un *road movie* (143), le savoir-faire de l'artisan (imaginons un cordonnier hagard au fond de son échoppe -- 2, 251), et même les sept jours de la Genèse (tous travaillés, en l'espèce -- 4-9). Dans le registre du divin, Bruter et Lodge veulent privilégier une approche talmudique, celle de l'interprétation jamais achevée de la règle, jugée sur ses effets plus que sur ses principes, par opposition à l'approche biblique, dogmatique, trop présente à leurs yeux dans les ouvrages de méthode (2-4). Ce romantisme surprend pour qualifier une activité (la science) dont le propre est pourtant d'explicitier et de rationaliser. Il semble opposer logique de la découverte et logique de l'exposition, la première laborieuse et désordonnée, primordiale, mais inaccessible à l'exposé rigoureux, la seconde se limitant à une mise en forme à visée externe, propre, mais superficielle.

On l'entend bien, l'exposition de la méthode est aujourd'hui limitée par la sophistication croissante des appareils méthodologiques, par le format limité des revues et par l'accélération et la « modularisation » des usages de lecture. Les auteurs en prennent acte et y font face avec des stratégies diverses et une réussite variable.

M. Bruter ouvre avec un retour sur la mesure de l'identité européenne (chapitre 2). Il montre l'indigence théorique et méthodologique des questions Eurobaromètre prétendant cerner et hiérarchiser les identités locales, nationales et continentales. Puis il propose de leur substituer une batterie de questions et de tests projectifs. Bien qu'imparfaits et composites, ceux-ci ont l'intérêt de faire justice à la complexité de la question de l'identité, si abstraite et si prégnante à la fois. Le traitement factoriel qui suit parvient à réintroduire hiérarchie et cohérence entre les ingrédients de l'identité. Le ton semble donné pour l'ouvrage, avec une problématisation serrée et une opérationnalisation innovante.

Allons aussitôt à deux contributions denses et bien écrites, portant sur l'enquête par entretien. Dans le chapitre 9, M. Lodge utilise l'entretien semi-directif pour étudier les règles informelles dans les administrations publiques. À travers les cas des rapports entre hauts fonctionnaires et politicien-ne-s britanniques et de la gouvernance des prisons allemandes, l'auteur montre comment de nouvelles conditions extraorganisationnelles (valeurs, pression électorale, mouvements d'opinion) redéfinissent les conventions de rôles, de compétences, de récompenses et de responsabilités. Il détaille le travail de documentation préalable, puis la dynamique de la conversation, compromis entre sérieux et liberté de parole. Il montre les façons de rassurer de l'enquêté vis-à-vis de l'anonymat et la nécessité de faire en sorte que l'entretien ait une fin pour chaque partie. La méthode, bien qu'ancienne, apparaît toujours perfectible et jamais prête à l'emploi. Ceci est confirmé par J. Gervais (ch. 8), sur l'enquête dans le secret de la haute fonction publique française. Comment le *new public management* pénètre-t-il les grands corps sans les affaiblir, et même en renforçant les positions de pouvoir en place ? Pour l'auteur, la réponse requiert de maîtriser une panoplie d'entretiens, historiques, contemporains et longitudinaux, menés sur un mode semi-directif, conversationnel ou comme un dialogue sur les archives ; de jouer sur le *on* et le *off* ; ou encore de savoir dénicher les notes quasi ethnographiques prises par un fonctionnaire lors des réunions. Là aussi, nous revivons plaisamment l'enquête, ses vicissitudes et ses découvertes.

Peut-être le caractère social et interactif de l'entretien de terrain confère-t-il à leurs pratiquants une capacité supérieure à vulgariser et à entrer dans les subtilités. C'est précisément l'équilibre entre stratégies méthodologiques générales et analyse fine des situations d'emploi qui semble manquer aux chapitres 3, 6 et 7. S. Harrison (ch. 3) compare les manifestes des partis d'extrême droite européens au moyen d'un *computer-assisted qualitative data analysis software* (CAQDAS). Elle part du projet, louable, d'entrer dans la machine idéologique par la production textuelle d'accès le plus aisé, et pourtant souvent délaissée. Contrairement à ce qu'elle prétend, la cartographie idéologique est loin d'être une idée nouvelle (voir les travaux basés sur les sondages électoraux ou sur les *roll call votes* américains). Cependant le CAQDAS est évidemment un outil de choix pour isoler les invariants lexicaux et reconstituer l'espace idéologique multidimensionnel qui gît sous la triste linéarité des textes. Hélas, l'auteur est loin de montrer comment la machinerie du CAQDAS démultiplie les possibilités de l'analyse de contenu à l'ancienne, avec surligneur et notes en marge -comment, de fait, elle la rend caduque. De quelle aide le discours

convenu sur le dépassement du qualitatif-quantitatif nous est-il (pp. 49, 50, 56) ? Pourquoi ne pas intégrer les sources externes (presse, sites web, lettres de diffusion... [52]) comme corpus complémentaire ? Pourquoi décider a priori des dimensions de l'idéologie d'extrême droite, au lieu de les faire émerger du texte (59) ?

Le chapitre 6, par B. Wellings, sur l'usage des archives pour tester le lien entre la résurgence du nationalisme anglais et l'eurosepticisme, reste également trop souvent à la surface de l'enquête et monte trop peu en généralité. Le choix de transcrire son journal de bord doctoral peut se justifier et sans doute intéresser d'autres doctorants. Mais que retenir de ce que les archives « doivent être approchées avec esprit critique », qu'elles ne représentent pas exactement les motivations des acteurs, qu'elles prennent du temps (quelle méthode serait donc immédiate ?), qu'il est bon de garder le contact avec la littérature secondaire en parallèle et qu'il faut croiser les sources (respectivement aux pp. 125, 132, 126, 129, 133) ? Quel progrès depuis Langlois et Seignobos ? De la même manière, on ne peut que partager la curiosité de J. Bain et N. Chaban pour l'iconographie de la presse télévisée (ch. 7). La perception de l'Union européenne « par les yeux de l'Asie-Pacifique [Australie et Nouvelle-Zélande] » tire certainement profit d'une étude systématique des images associées aux individus, à leurs actions, aux lieux et aux symboles. Un dépouillement systématique devait permettre de faire émerger des formes typiques, au-delà de l'éphémère de la diffusion. Mais la méthode est déjà ancienne : quoi de neuf ici ? Plusieurs des choix relatifs au genre de programme choisi, à la constitution du corpus et à la grille de dépouillement, non seulement n'innovent pas, mais s'avèrent sous-optimaux. Au final, le contraste frappe, entre les cent références bibliographiques de fin de chapitre, les 730 heures de programmes visionnées... et les dix-sept sujets de journal télévisé analysés. Les auteurs auraient sans doute dû commencer par s'introduire dans la rédaction d'une des grandes chaînes nationales et obtenir accès aux chemins de fer des journaux télévisés, voire aux bases de données vidéographiques internes –celles avec lesquelles les journalistes travaillent quotidiennement et sur lesquelles ils-elles-mêmes acquièrent un savoir-faire certain, dont s'inspirer. Par ailleurs, elles notent elles-mêmes en conclusion qu'elles auraient pu élargir l'échantillon et le thème. En effet, elles auraient eu grand bénéfice, en cours de dépouillement, à réduire la période, à élargir de l'U.E. à l'Europe, et à attaquer les documentaires, beaucoup plus riches et de repérage aisé, moissonnant ainsi les images et les symboles à faible coût. En posant l'hypothèse, raisonnable, d'une continuité de couverture entre les genres et entre les désignations de l'Europe, elles se seraient rapprochées d'un corpus multigenre robuste. Par contraste avec les trois précédents, les chapitres 4 et 5 ont l'avantage de formuler des propositions intéressantes, voire audacieuses, permettant de mesurer des phénomènes jusqu'alors théorisés, mais guère accessibles empiriquement. B. Verhulst et M. Lodge (ch. 4) explorent les ressources de la psychologie cognitive pour mesurer les attitudes politiques « implicites », c'est-à-dire non conscientes, non rationalisées ou filtrées, car inavouables. Ils utilisent le temps de réaction plus court des attitudes inconscientes pour mettre en évidence des réseaux d'association entre thèmes et entre valeurs. Sur des données plus classiques, M. N. Franklin et M. Renko (ch. 5) proposent de reformater les variables explicatives du choix électoral afin de les combiner avec des descripteurs

au niveau des partis candidats. Ils visent à expliquer non plus la propension à choisir tel parti plutôt que tel autre, mais un parti générique, ce qui a l'avantage de réintégrer les petits partis et les abstentionnistes dans une seule et même analyse. Ces deux chapitres sont très documentés, les démonstrations riches et progressives. Ils en seront un peu longs et techniques aux yeux de certain-e-s, avec des aspects incomplètement explicités ou manquant de clarté, mais avec le mérite d'ouvrir le dialogue et la critique. On pourra reprocher au chapitre 4 de ne pas être articulé avec l'énorme littérature sur les attitudes politiques et leurs contextes réels : le bénéfice final de l'intuition pour la science politique reste à démontrer. Quant au modèle proposé dans le chapitre 5, il est fragile à au moins deux titres : le peu d'intérêt de la variable au niveau partisan choisie comme exemple (la taille des partis) et sa dépendance à de nombreux autres aspects des partis, probablement plus saillants que la taille pour les électeurs ; le statut incertain de certaines variables au sein du modèle, notamment les positionnements idéologiques de soi-même et des partis en lice. Néanmoins, ce chapitre a l'avantage d'être le seul de l'ouvrage à se plier à l'exercice de la réplication – en l'occurrence, sur une étude électorale de 1996 sur données néerlandaises et britanniques.

Les deux chapitres précédant la conclusion ont la spécificité de pousser au bout un travail déjà avancé de modélisation. W. Jennings (ch. 10) reprend la question de la dynamique de la représentation politique selon une approche proposée initialement dans les années 1990. Il y ajoute l'idée d'un équilibre thermostatique entre politique publique et opinion dans lequel les écarts s'accumulent d'un côté ou de l'autre de l'équation. La question est de savoir si un feedback négatif corrige cette accumulation, autrement dit, quel type d'équilibre s'établit sur le long terme. Le modèle est testé sur la question migratoire en Grande-Bretagne de 1994 à 2007. R. Erikson, A. Strauss et M. Bruter (ch. 11), quant à eux, simulent l'interaction de campagne entre deux partis sur une échelle idéologique commune. Les partis évoluent depuis leur positionnement programmatique d'origine, jusqu'à atteindre un point d'équilibre, ou non, selon leurs degrés respectifs de préférence pour l'idéologie ou à l'inverse pour la victoire à tout prix. Dans ces deux contributions, une axiomatique simple permet d'imaginer et de représenter des dynamiques multiacteurs complexes. Elles n'évitent pas tout simplisme, à l'exemple de W. Jennings présentant les enquêtes sur les « *most important problems* » comme proxy du sentiment anti-migratoire (218). Du fait de l'abstraction des deux modèles proposés ici, le jugement sur la valeur du résultat est (plutôt confortablement) outsourcé. Il est renvoyé respectivement au jugement des experts de l'histoire de la question migratoire britannique, et aux connaisseurs des campagnes électorales en général, aptes à évaluer le réalisme des simulations exhibées.

On le voit, l'ouvrage a le mérite de proposer une diversité de terrains et de méthodes, reposant sur des conceptions distinctes de la démarche de recherche. Toutes les contributions posent des questions pertinentes, actuelles, et les confrontent à des données intéressantes. Sans doute pour accommoder cette diversité, le plan est minimal : une première partie où l'accent est mis sur le questionnement et la mesure des objets, une seconde sur le traitement et l'interprétation. Les contributions s'échelonnent d'un inductivisme plutôt pragmatique (ch. 3, 6, 7) à une approche

hypothético-déductive formalisée (ch. 5, 10, 11). Considérant la difficulté à susciter l'intérêt pour ce type d'ouvrage, il eût été judicieux de proposer un canevas rédactionnel plus précis à chaque auteur. Néanmoins, le pluralisme dans le contenu et dans la forme est à l'image présente de la discipline : fragmenté. Dont acte.

Est-ce à dire que le dialogue est impossible entre paradigmes ? N'y a-t-il pas de critères minimaux permettant de s'entendre sur ce que sont une enquête ou un traitement valides ? À titre d'exemple, on imagine mal que les quatorze auteurs se lisent les un-e-s les autres. On observe, certes, des récurrences. Probablement sous l'influence du *Designing Social Inquiry*, les notions de variables, d'erreur, de biais, de mesure et de valeurs aberrantes reviennent dans l'introduction et la conclusion du volume. Elles apparaissent également dans le deuxième (M. Bruter), paralysant parfois le raisonnement, depuis les termes du titre (« Mesurer le non-mesurable ») jusqu'à une étrange recherche de « mesures indépendantes » pour les différentes dimensions de l'identité (43), en passant par une méfiance vis-à-vis du matériau textuel (l'identité serait « prisonnière du langage » -25, 35). C'est la vulgate statistique dominante qui pointe ici, dans sa version causaliste (souvent monocausalité), centrée sur des variables d'intervalle, unidirectionnelle et fréquentiste. Elle s'impose même à certain-e-s non statisticien-ne-s, comme si elle était le seul modèle de rigueur. Dans plusieurs chapitres, elle s'articule à un mélange un peu naïf de réalisme, de naturalisme et d'objectivisme. Citons notamment : la recherche d'un « vrai cœur de l'idéologie d'extrême droite » ; l'idée que, par définition, les attitudes inconscientes renseigneraient plus sur les comportements politiques que les attitudes rationnelles et calculées ; l'affichage de coefficients de régression à trois décimales ; l'idée d'électeurs comme machines à évaluer tous les partis sur toutes les dimensions ; la réduction de l'intérêt du public pour la question migratoire à l'acceptation de plus ou moins d'immigré-e-s ; ou encore, la possibilité de résumer sur une seule dimension l'espace idéologique d'une campagne électorale (resp. ch. 3, p. 59 ; ch. 4 ; ch. 5, pp. 100, 107 ; ch. 5 ; ch. 10 ; ch. 11). Notons que le lecteur pourra faire abstraction de cette vulgate, qui ne domine pas l'ouvrage. Il n'en regrettera pas moins que le recueil, capitalisant sur la richesse des contributions, ne soit pas l'occasion d'une participation plus substantielle au Methodenstreit actuel.

En effet, le livre aurait pu aborder plus frontalement l'évolution des conditions de l'administration de la preuve dans les sciences sociales. La conclusion mentionne le manque de transparence méthodologique, l'incitation insuffisante à exiger cette transparence de la part des pairs et la rareté des répliques (255-256). Ajoutons-y la possibilité matérielle d'une communication et d'une publication généralisée, immédiate et quasi gratuite, qui démultiplie les possibilités éditoriales, ainsi que la masse croissante de scientifiques plongé-e-s dans une compétition encore mal régulée. Ce contexte augmente les risques de négligences, de maquillages et de stratégies de publication en volume au détriment de la durabilité des résultats. Quels standards promouvoir ? Comment organiser la publication, l'expertise, l'enseignement, la preuve ? M. Bruter et M. Lodge ont certainement raison de recommander d'éviter les slogans, de faire preuve d'imagination, de chercher les meilleurs compromis et de développer les forums de discussion méthodologique

(251-255). Mais faut-il préférer au dogmatisme, qu'ils dénoncent à juste titre, ce qui ressemble à une théorie de la méthode comme artisanat, bricolage éphémère, dont on ne pourrait vraiment rendre compte que partiellement et après coup ?

Exhiber la « cuisine » vaut certainement pour les séminaires de méthode, mais en matière de publication, le mieux est probablement de suivre quelques règles qui ont fait leurs preuves : une écriture simple, transparente et non clinquante ; la comparaison des méthodes ; la réplique et la publication des résultats négatifs. Mentionnons, *last but not least*, la nécessité de réarticuler les niveaux d'écriture, texte principal, illustrations (singulièrement négligées dans cet ouvrage), notes, annexes papier et annexes web (absentes ici). Il s'agit là de réinventer des formats d'écriture qui rendent justice aux travaux qui fondent leurs résultats, au détriment de ceux qui les inventent ou les rêvent.

Philippe Blanchard

Université de Lausanne, Institut d'études politiques et internationales

**BLOMGREN Magnus, ROZENBERG Olivier (eds.), *Parliamentary Roles in Modern Legislatures*, Londres, Routledge, 2012, 244 p.**

*Parliamentary Roles in Modern Legislatures* est un apport bienvenu à la production relativement mince d'ouvrages sur le concept de rôle parlementaire. La parution de ce volume collectif est louable pour trois raisons principales. En premier lieu, cet ouvrage questionne les interprétations du concept de rôle issues du choix rationnel et des approches psychologiques ou motivationnelles, et il tente d'établir des liens entre ces deux cadres théoriques. Deuxièmement, du point de vue méthodologique, ce livre s'efforce à aller au-delà de la juxtaposition de cas nationaux pour adopter la triangulation et une approche résolument comparative. Enfin, il cherche à examiner la question essentielle de la représentation dans les démocraties contemporaines. Cette recension s'attache à discuter si l'ouvrage parvient à satisfaire ces trois ambitions.

Donald Searing, dont l'ouvrage *Westminster's World: Understanding Political Roles* a contribué à remettre au goût du jour le concept de rôle parlementaire, décrit dans sa préface le livre comme une tentative de rapprocher, d'un côté, la perspective du choix rationnel et, de l'autre, sa propre approche motivationnelle des rôles parlementaires.

Pour résumer, la perspective du choix rationnel promue par K. Strøm considère que les rôles sont des outils stratégiques de réduction des coûts décisionnels, utilisés par les parlementaires afin d'atteindre certains objectifs. Pour Strøm, les rôles « simplifient nos vies et réduisent l'incertitude concernant l'efficacité et la pertinence de nos comportements » (p. 85). À l'opposé, la perspective motivationnelle chère à Searing, qui s'inspire de la logique de convenance (*logic of appropriateness*) de J. March et J. Olsen, repose sur l'idée selon laquelle les députés adoptent des

comportements qu'ils croient être adaptés à la situation dans laquelle ils se trouvent et ceci en fonction de motifs psychologiques ou émotionnels. Ces cadres théoriques se rattachent tous deux au même paradigme néo-institutionnaliste (celui d'un acteur individuel contraint par son environnement), mais le premier n'accorde aucune place au facteur émotionnel/psychologique pour expliquer les comportements individuels.

Dans leur chapitre introductif, M. Blomgren et O. Rozenberg introduisent les thèmes de recherche ainsi que les paramètres théoriques et méthodologiques des différents chapitres. Dans le chapitre suivant, les éditeurs fournissent revue de la littérature sur les rôles parlementaires qui impressionne par sa capacité à fournir une vision claire et organisée d'un corpus académique très large. Malgré tout, l'argument selon lequel « dans une large mesure, les approches stratégiques et motivationnelles peuvent [...] être conciliées » (p. 30) reste peu étayé.

En réalité, les contributions individuelles font fortement pencher la balance dans le sens d'une analyse des rôles en termes de choix rationnel. C'est bien entendu le cas du chapitre de K. Strøm dans lequel l'auteur affirme que les législateurs ont quatre objectifs principaux (la resélection et la réélection, l'accès à des postes clés dans leur parti ou dans le parlement) (p. 90), et que ces objectifs sont plus ou moins atteignables selon la structure institutionnelle dans laquelle ils se trouvent. Par exemple, un scrutin majoritaire uninominal rend le processus de resélection plus important que dans le cadre d'une proportionnelle de liste.

T. Zittel, dans son chapitre, conçoit également les rôles comme des dispositifs stratégiques. L'auteur examine les raisons pour lesquelles les législateurs adoptent le rôle de représentant d'un parti, d'une circonscription ou de la nation tout entière. À partir du cas allemand, il montre que la socialisation partisane ou le mode d'élection n'ont pas d'effet sur le choix d'un rôle par les parlementaires. En revanche, un député dont les chances d'être réélu dans une circonscription sont élevées tend à insister davantage sur la représentation d'un territoire (les députés qui sont peu susceptibles d'être élus dans une circonscription tendent pour leur part à mettre l'accent sur la représentation partisane de manière à sécuriser une place sur une liste). Ainsi Zittel montre-t-il clairement que les députés adoptent des rôles qui sont les plus à même d'assurer leur réélection. En définitive, cette analyse conduit à « décrire les rôles représentatifs comme des choix stratégiques plutôt que comme des habitudes du cœur acquises durant une longue carrière dans le contexte d'une organisation partisane » (p. 116).

M. Jenny et W. Müller disent clairement dès le départ qu'ils « s'accordent avec Strøm [...] qu'il n'est pas convaincant d'inclure des éléments motivationnels dans la définition de rôle » (p. 147). Dans leur étude, les auteurs recueillent des données sur l'activité des députés autrichiens (rapports, propositions de loi, questions, interventions orales) et utilisent ces données pour regrouper les députés en cinq modèles types (le député modèle, le bourreau de travail, le rapporteur, le spectateur). Ils utilisent ensuite des données issues de sondages pour voir si les priorités exprimées par les députés correspondent à leur comportement. Les résultats

montrent que c'est généralement le cas. Un des résultats les plus surprenants est que les spectateurs et les rapporteurs, dont le niveau d'activité est objectivement limité par rapport aux autres catégories, insistent, au cours des entretiens, sur leur travail en commission et au sein de leur groupe parlementaire. Les auteurs avancent, afin d'expliquer ce décalage, que ces députés « ont peut-être choisi de mettre en avant ces domaines peu observables justement parce qu'ils savaient que leur bilan sur des indicateurs publiquement observables n'était pas particulièrement brillant en comparaison de celui de leurs collègues du même groupe » (p. 159). Cette observation est importante à double titre. Cela met en lumière le caractère stratégique des députés, même lorsqu'il s'agit de révéler leur focus d'activité. Mais, fait plus important encore, cela remet en cause le bien-fondé d'utiliser les entretiens avec des députés comme source exclusive ou principale de définition des rôles parlementaires.

G. Ilonksi adopte également la perspective de K. Strøm, « avec quelques modifications » (p. 166). Tout en reconnaissant que les rôles sont stratégiques, elle note à juste titre que les contraintes institutionnelles sur les députés étaient dans son cas limitées. Son étude sur l'émergence et la transformation des rôles dans un État nouvellement démocratisé comme la Hongrie implique qu'il n'y avait que peu de contraintes institutionnelles sur les députés en 1992, deux ans seulement après l'élection d'un premier parlement démocratique. Elle souligne aussi que les contraintes peuvent venir sous la forme d'attentes des citoyens quant aux rôles que les députés devraient jouer. Son étude se démarque des autres chapitres à plusieurs niveaux. Tout d'abord, sa question de recherche est originale et soulève d'importantes questions quant à la représentation parlementaire dans les nouvelles démocraties. Deuxièmement, elle étudie un cas, la Hongrie, qui n'est pas seulement fascinant en lui-même, mais dont le système partisan a connu d'importantes évolutions dans une période de temps brève (évoluant rapidement d'un multipartisme parfait, à une concentration sur deux pôles idéologiques opposés, à un système de parti dominant, le Fidesz obtenant presque 67 % des sièges lors des récentes élections législatives de 2014) ; cela lui permet d'examiner l'effet du changement de système partisan sur les rôles parlementaires. La principale faiblesse de son étude est qu'elle considère que « les explications culturelles et les attentes du public aussi bien que les trajectoires de socialisation des députés et leurs motivations ont un impact sur la manière dont ils [les députés] comprennent leur place dans le nouveau contexte » (p. 167). Bien que plausible, cet argument ne peut pas être complètement examiné dans le cadre d'un simple chapitre ; cela laisse le lecteur perplexe quant au poids respectif de chacun de ces facteurs sur la formation et la transformation des rôles.

Dans sa contribution, R. Andeweg se positionne en dehors de la dichotomie choix rationnel/approche motivationnelle. Dans une contribution au ton provocateur, il montre que les députés ne se conforment pas au paradigme délégué-trustee-politico popularisé par Wahlke et ses collègues. Ni la perception qu'ils ont de leur circonscription, ni leur niveau de contact avec les responsables gouvernementaux ou aux électeurs de leur circonscription ne correspondent à la typologie de Wahlke. Par exemple, les députés se considérant comme trustees ont en moyenne davantage de contacts avec les électeurs que les députés se considérant comme représentant

d'une circonscription (p. 76). Une approche alternative, qui établit un distinguo entre la représentation par le bas (dans laquelle le rôle des députés est de porter les préoccupations des citoyens à l'attention des responsables gouvernementaux) et la représentation par le haut (dans laquelle le rôle des députés est d'obtenir le soutien des électeurs pour les politiques proposées par leur parti), ne parvient guère mieux à expliquer le comportement des députés. Cela conduit Andeweg à soutenir que les typologies ont une valeur limitée pour l'étude des comportements parlementaires. Il plaide donc pour faire porter l'analyse sur les changements de rôle (« *role switching* ») plutôt que sur l'adoption d'un rôle (p. 82) dans la mesure où les rôles changent constamment en fonction du moment, du cadre institutionnel et d'autres facteurs contextuels. Ce faisant, Andeweg récuse aussi bien l'approche du choix rationnel que le modèle de Searing auxquels il reproche d'être tautologiques. La démarche de Searing consistant à demander aux députés comment ils conçoivent leur rôle, plutôt que de déduire celui-ci de la théorie, introduit un raisonnement circulaire « équivalent à celui des théoriciens du choix rationnel qui s'appuient sur des « préférences révélées » pour montrer à quel point les stratégies des acteurs politiques sont cohérentes avec leurs préférences » (p. 81). Cependant, la proposition d'Andeweg de se concentrer sur les changements de rôle est elle-même problématique, notamment parce qu'elle revient à abandonner toute tentative de théorisation.

De toutes les contributions, celle de Navarro peut être considérée sur le plan théorique comme la plus innovante et la plus digne d'attention. L'auteur fait une tentative sérieuse et louable de dépasser le clivage rationaliste-motivationnel en proposant de concevoir les rôles parlementaires en termes de rationalité cognitive. En d'autres termes, les députés tendent à adopter certains types de comportements parce qu'ils considèrent leurs actions comme légitimes, ou comme « ce qu'il est approprié de faire ». À partir d'une typologie des membres du Parlement européen qu'il divise entre les animateurs, les spécialistes, les intermédiaires et les outsiders, Navarro montre que les eurodéputés ont tendance à agir en fonction de ce qu'ils croient être leur fonction. Par exemple, les intermédiaires, qui sont définis comme « les ambassadeurs d'une population ou d'un territoire » (p. 191) sont aussi les députés les plus préoccupés par des questions telles que le déficit démocratique de l'UE, l'eupéanisation de la politique étrangère et l'éventuelle adhésion de la Turquie (p. 200). Comme pour l'étude d'Ilonzski, les facteurs explicatifs des comportements des eurodéputés restent indéterminés. Il se peut tout à fait que les intermédiaires se concentrent sur les enjeux mentionnés ci-dessus parce qu'ils considèrent ceux-ci comme leur champ d'action légitime. Mais il se peut aussi qu'ils le fassent parce que cela représente pour eux un bénéfice électoral. D'après l'auteur lui-même, « les rationalités utilitaristes et cognitives sont complémentaires ». Mais le traitement quantitatif limité des données ne permet malheureusement pas de dégager l'effet relatif de chaque élément sur les comportements.

Comme la discussion qui précède le démontre, les contributions penchent majoritairement en faveur de la perspective rationaliste de Strøm. Inversement, on peut trouver dans cet ouvrage une grande variété de cas et de méthodes. Contrairement à de nombreux volumes collectifs qui n'ont de comparatif que le nom, cette publication sort clairement du lot. Les éditeurs ont sélectionné avec soin

des études véritablement comparatives. Par exemple, Gauja examine l'influence de l'idéologie et de l'organisation des partis ainsi que celle du système électoral sur la formation des rôles en Australie, Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni ; Ilonzski, tout comme Best et Vogel, examine les changements des rôles parlementaires à travers le temps. Best et Vogel ainsi que Zittel utilisent les députés allemands pour leur recherche, ce qui fournit une belle comparaison indirecte.

Les contributions considèrent par ailleurs les rôles soit comme input soit comme output. Tandis que certains chapitres traitent les rôles comme des variables dépendantes (Zittel, Gauja ou Navarro, par exemple), d'autres les traitent comme des variables indépendantes (Andeweg), ou les examinent comme variables dépendantes et indépendantes (Jenny et Müller).

De plus, les contributeurs utilisent différentes méthodes de recherche pour tester leurs hypothèses, et le plus souvent ils recourent à des analyses triangulaires combinant les entretiens et les analyses statistiques. C'est notamment le cas de Best et Vogel, Zittel, Jenny et Müller, ou Navarro. L'analyse quantitative n'est pas toujours détaillée (par exemple, Zittel n'indique pas quel type d'analyse statistique il utilise pour traiter des données ordinales comme variable dépendante, et il n'explique pas pourquoi il considère comme étant d'une priorité élevée les items 1, 2 et 3 d'une échelle hiérarchique allant de 1 à 5). De même, le travail qualitatif n'est pas toujours d'une grande solidité méthodologique. Par exemple, Gauja utilise dans son étude ses propres données d'entretien au côté d'enquêtes complémentaires, sans discuter des conséquences de l'utilisation de questions différentes sur les réponses. Toutefois, en dépit de ces faiblesses mineures, le traitement méthodologique est en général impressionnant.

Pour conclure, les éditeurs et les contributeurs ont produit une publication d'une qualité remarquable qui fait progresser la théorisation et l'analyse empirique des rôles législatifs. Je ne suis pas sûr qu'essayer de réconcilier, comme les éditeurs cherchent à le faire, les théories des rôles proposées respectivement par Searing et Strøm soit indispensable ou même utile (même si les appels à l'effacement des différences entre les différentes écoles théoriques semblent être devenus le paradigme dominant en science politique). En fait, des propositions théoriques alternatives, comme le fait Navarro, semblent plus fructueuses que d'essayer de réconcilier des théories qui reposent sur des domaines (la psychologie et l'économie) et des postulats très différents. Le livre aurait aussi gagné à une meilleure édition des revues de la littérature. Il y a en effet une certaine répétition entre les chapitres à ce sujet. Ceci est d'autant plus regrettable que la revue de la littérature par les éditeurs dans le second chapitre est extrêmement claire, complète et précise. Comme je l'ai déjà souligné, chaque contribution présente un intérêt réel, car chacune offre une analyse captivante des rôles parlementaires. De plus, cet ouvrage est publié à un moment opportun. Dans toutes les démocraties post-industrielles, ainsi que dans le contexte de l'Union européenne, la relation entre les citoyens et leurs représentants est en crise. Comprendre les attentes et perceptions que les citoyens ont des députés, mais aussi la conception que les députés ont de leur rôle, est une question essentielle pour la qualité de nos régimes démocratiques. Les programmes de recherche sur la représentation dans les

démocraties contemporaines, comme PartiRep, Parel ou Legipar, fournissent à la fois les données nécessaires et l'attention scientifique pour traiter ces questions avec sérieux. Ce livre est une contribution importante à cet agenda et devrait être lu par toute personne qui s'intéresse aux assemblées démocratiques.

Lazardeux  
St. John Fischer College, Rochester (NY)

**KIES Raphaël, NANZ Patrizia (dir).** *Les nouvelles voix de l'Europe : Analyse des consultations citoyennes*, Windhof, Promoculture-Larcier, 2014, 304 p.

Paru initialement en anglais sous le titre de « *Is Europe Listening to Us ? Successes and Failures of EU Citizen Consultations* » (Ashgate, 2013), l'ouvrage collectif « Les nouvelles voix de l'Europe : Analyse des consultations citoyennes » analyse différents dispositifs participatifs et délibératifs qui se sont développés au cours des dernières années au niveau européen. Dirigé par Raphaël Kies et Patrizia Nanz, ce livre rassemble une quinzaine de spécialistes parmi les plus renommés du champ, en pleine croissance, de la démocratie délibérative. Deux questions transversales ont été posées à ces auteurs : d'une part, « est-ce que le tournant participatif dans la communication européenne est purement rhétorique ou y a-t-il une volonté politique réelle d'institutionnaliser des nouveaux modes d'implication des citoyens ? » et, d'autre part, « est-ce que ces procédures participatives peuvent être considérées comme un pas en direction d'une Europe plus légitime et plus démocratique ? » (p. 26).

Pour répondre à cette double question au cœur de la réflexion autour du tournant participatif que semble avoir pris tant le niveau européen que les niveaux local, régional et national, la construction de l'ouvrage repose sur trois parties. La première pose le cadre contextuel et théorique au travers de deux chapitres. Dans sa contribution, Mundo Yang offre un portrait d'ensemble des projets délibératifs citoyens ou en anglais *Deliberative Citizens' Involvement Projects* (DCIP) financés par les institutions européennes depuis 2001 et montre que le caractère transnational des DCIP rend leur organisation plus complexe, plus lourde et plus coûteuse et surtout qu'il reste encore à penser leur articulation avec le processus européen de décision. À cet égard, si la volonté des institutions européennes est passée d'une posture « du haut vers le bas » à une approche « du bas vers le haut », voulant ainsi impliquer plus directement les citoyens, ce premier chapitre conclut que le paradigme communicationnel reste unidirectionnel du haut vers le bas.

Le second chapitre de cette partie conceptuelle analyse spécifiquement la nature délibérative de ces nouvelles pratiques de la gouvernance européenne à l'aune des pratiques traditionnelles, à savoir la comitologie, la méthode ouverte de coordination et le dialogue civil. Pour ce faire, David Friederich distingue deux dimensions de démocratie délibérative : d'une part, une dimension épistémique et, d'autre part, une dimension participative. Son examen des pratiques de la gouvernance européenne

le mène à conclure que ces innovations de gouvernance connaissent certaines déficiences (notamment eu égard à l'accès inégal et au manque de publicité) et que, tenant compte de celles-ci, les consultations citoyennes pourraient avoir un potentiel délibératif fort pour autant que différents mécanismes (particulièrement au niveau de la sélection, de la visibilité et de l'articulation avec le processus de décision) soient mis en œuvre pour que tant la dimension épistémique que la dimension participative soient élevées.

Dans la foulée, les chapitres de la deuxième partie étudient cinq cas d'études : premièrement, la Consultation européenne des Citoyens (par Raphaël Kies, Monique Leyenaar et Kees Niemöller) également connue sous l'acronyme ECC09 qui a invité un grand nombre de citoyens de tous les États membres à débattre et élaborer des propositions en face-à-face et en ligne autour du futur social et économique de l'Europe ; deuxièmement, le sondage délibératif européen Europolis (par Pierangelo Isernia, James Fishkin, Jürg Steiner et Danilo Di Mauro) qui a vu la rencontre de 348 citoyens tirés au sort parmi la population européenne pour échanger à propos de l'immigration et du changement climatique ; troisièmement, Ideal-EU (par Julien Talpin et Laurence Monnoyer) qui a réuni pour discuter du changement climatique des jeunes de 14 à 30 ans de trois régions européennes ; quatrièmement, Your voice in Europe (par Romain Badouard) qui est la consultation citoyenne réalisée sur l'Initiative citoyenne européenne (ICE) ; et cinquièmement, Agora (par Léa Roger) qui se distingue des quatre cas précédents en ce que le public de cette consultation sur le changement climatique était constitué exclusivement d'acteurs de la société civile.

Partant de ces cinq cas d'étude, les deux chapitres de conclusion d'une part par Graham Smith et d'autre part John Gastil, tous deux reconnus pour leur large expertise en la matière, ont pour objectif de les comparer et de les mettre en perspective avec d'autres pratiques participatives organisées dans des contextes différents. Il ressort de cette double analyse, ainsi que des études de cas, que les cinq expériences européennes analysées souffraient de faiblesses similaires, généralement rencontrées en matière participative : une légitimité interne souvent remise en cause et, de surcroît, une légitimité externe faible, suivie de peu d'impact sur le processus de décision politique.

Les directeurs du livre identifient en conséquence trois défis essentiels pour l'avenir des consultations citoyennes européennes. Tout d'abord, l'inclusion la plus large possible des citoyens, et en particulier de ceux qui ne participeraient pas spontanément à de telles initiatives. Outre la question de la sélection, déjà largement débattue dans la littérature qui penche toujours en faveur du tirage au sort même si des inégalités subsistent, une double dimension doit être prise en compte : d'une part, la combinaison de méthodes participatives et, d'autre part, le choix du sujet. Ainsi, une combinaison de participation en ligne et en face-à-face peut potentiellement toucher des publics différents. Simultanément une question touchant l'intérêt général est plus susceptible d'attirer des citoyens non-experts alors qu'une question plus technique et spécifique parlera davantage à des publics experts ou à tout le moins intéressés *a priori*.

Ensuite, toute consultation citoyenne européenne implique un caractère multilingue et multiculturel. Cette dimension peut se traduire concrètement en deux grandes options : des échanges entre citoyens d'un même univers national, linguistique ou culturel ou des échanges entre citoyens de langue et culture différente. Si la seconde option semble la plus séduisante, car permettant la création d'une mini-sphère publique européenne, les auteurs des différentes contributions montrent qu'elle rencontre deux limites non négligeables : son coût organisationnel par définition plus élevé mais surtout les conséquences inhérentes au choix d'une traduction simultanée (ce qui peut freiner potentiellement la spontanéité des échanges) ou à l'inverse de s'en passer (ce qui peut favoriser les locuteurs de la langue la plus usitée). C'est pour ces raisons que les directeurs de la publication concluent qu'« une consultation paneuropéenne se basant principalement sur des consultations nationales dans lesquelles les propositions d'autres pays sont discutées est probablement la solution la plus réaliste sur le long terme » (p. 37) et d'ajouter en note « une telle solution n'exclut pas la possibilité d'avoir à un stade postérieur un débat paneuropéen, qui se tiendrait en anglais ou, si plus d'inclusion est souhaitée en plusieurs langues de travail » (note 18, p. 37).

Enfin, sans surprise, le troisième défi est celui de l'impact externe des processus participatifs sur les processus de décision politique et plus généralement sur la sphère publique. L'absence de tout impact, ou à tout le moins de retombées, risque de miner la légitimité interne d'un dispositif participatif dans le court terme mais sur le long terme, et de manière plus fondamentale, risque de provoquer une frustration et un sentiment anti-participatif aux antipodes de la volonté initiale de susciter justement la participation du public. Ce que les différents chapitres de ce livre montrent c'est que souvent ni les concepteurs des consultations ni les autorités destinataires de celles-ci n'ont prévu l'articulation entre les consultations et le processus décisionnel. Il ne doit pas s'agir nécessairement d'une traduction pure et simple, mais à tout le moins d'une certaine prise en considération. Plus généralement, ce lien entre dispositif participatif et processus décisionnel renvoie à l'articulation entre une initiative micro et la société dans sa dimension macro. Cette articulation micro-macro constitue un défi permanent pour toute initiative qui se veut participative et par conséquent tous les acteurs qu'elle implique directement ou indirectement.

Ce livre est source de questionnements passionnants, car il allie réflexions théoriques avec des analyses empiriques. Il l'est d'autant plus qu'il est le fruit d'un véritable travail collectif qui se concrétise par un dialogue transversal entre les trois parties du livre et surtout entre les différents chapitres. Si chaque contribution reste, comme on est en droit de l'attendre, focalisée sur son objet propre ce qui permet une lecture sélective, elles offrent ensemble une réflexion cohérente autour des consultations citoyennes européennes et surtout de leur avenir. Il faut également souligner que les auteurs analysent la participation et ses nombreuses modalités d'organisation sans aucune concession et, ce faisant, qu'ils ne tombent pas dans un plaidoyer participatif pur et simple. À cet égard, il est intéressant de relever les critères d'évaluation dégagés par les auteurs et synthétisés par les directeurs de l'ouvrage qui permettront à d'autres chercheurs, mais aussi à des praticiens et plus

largement à toute personne intéressée par la participation, de les reprendre dans leurs propres travaux, réflexions et engagements.

Quatre catégories sont dégagées. Premièrement, l'inclusion qui renvoie à la sélection des participants et à la publicité du dispositif. Deuxièmement, la qualité des informations reçues par les participants et des échanges qui en découlent. Troisièmement, l'impact interne, que certains qualifient d'impact civique (en termes de connaissances, de perceptions, d'opinions ainsi que d'engagements) tant au sein des participants que de la sphère publique au sens large. Quatrièmement, l'impact externe, c'est-à-dire l'impact sur la prise de décision en distinguant impact direct (prise en compte dans le processus décisionnel) et impact indirect (impact sur le débat sociétal).

Que cela soit pour ces critères d'évaluation ou tout simplement pour ces histoires participatives qu'il rapporte, on l'aura compris, cet ouvrage mérite d'être lu. Sa publication mérite d'autant plus d'être soulignée qu'elle s'est faite en anglais mais aussi en français. Celle-ci ouvre le lectorat à des horizons plus larges, au-delà de la communauté scientifique, ce qui est trop rare pour ne pas être salué, a fortiori sur une thématique qui devrait intéresser un large public, souvent à la recherche des cas concrets et de grilles d'analyse. Sur le terrain, un manque cruel de repères, tant théoriques que méthodologiques, se fait souvent ressentir et ce livre pose certainement un jalon important dans cette direction. Mais il n'offre pas uniquement un regard empirique des réalités participatives en Europe, il essaye de les mettre en perspective en lien avec les grands débats qui animent le champ de la démocratie délibérative et participative. Il y a toutefois une question au cœur de la démocratie européenne qu'il n'interroge pas : c'est l'avenir « constitutionnel » de l'Union européenne. Dans quelle mesure ces initiatives participatives permettront-elles ou non de réfléchir à l'évolution « constitutionnelle » des institutions européennes ? Ici se trouve peut-être la prochaine étape des réflexions autour des consultations citoyennes européennes, mais avec *Les nouvelles voix de l'Europe : Analyse des consultations citoyennes*, Raphaël Kies et Patrizia Nanz et leurs collègues ont certainement franchi la première étape.

Min Reuchamps

Professeur de sciences politiques

Université catholique de Louvain, Belgique

**BELLAIS Renaud, FOUCAULT Martial, OUDOT Jean-Michel, *Économie de la défense*, Paris, la Découverte (coll. « Repères »), 2014, 128 p.**

Les auteurs de cet ouvrage se sont donné deux objectifs. Tout d'abord, il s'est agi de présenter un panorama détaillé, à jour, compréhensif et comparé du « monde de la défense ». Ce monde comprend non seulement les stratégies militaires, les armes multiples, les industries et l'intervention des pouvoirs publics, mais également

les ressources humaines, elles aussi en pleine évolution. En faire une analyse économique passe ici notamment par la présentation de nombreux chiffres, leur mise en contexte et la présentation des zones d'incertitude qui, depuis une vingtaine d'années, les ont entourées. Mais l'ouvrage cherche aussi à présenter une autre dimension de l'économie de la défense, celle des théories économiques souvent utilisées afin de l'analyser et de l'expliquer.

Ce double exercice tombe à pic vu les changements récents connus par le monde des militaires et de leurs interlocuteurs politico-administratifs, ainsi que l'absence d'ouvrages de synthèse contemporains qui proposent la vue d'ensemble présentée ici. En effet, ses trois auteurs ont incontestablement réussi un tour de force en réalisant un livre aussi compact (un peu plus d'une centaine de pages), mais aussi riche en données et en interprétations fines. Après avoir esquissé quelques faits sociaux particulièrement marquants relevés dans l'ouvrage, nous ferons brièvement part d'une certaine frustration vis-à-vis des théories économiques traitées, puis quelques propositions pour élargir cette discussion vers l'économie politique telle qu'elle est abordée en science politique et en sociologie économique.

Concernant le premier point, les auteurs soulignent à juste titre que presque partout dans le monde, et dans l'espace de deux décennies, la relation entre la défense et la sécurité n'a connu rien de moins qu'un « changement de paradigme ». Cette évolution se manifeste de nombreuses manières, telles que l'importance grandissante de la négociation multilatérale, l'accroissement des coopérations internationales dans la production d'armements et les mutations profondes dans la taille et le format des armées. En même temps, cette transformation s'est faite sans qu'une notion clé – celle « d'autonomie stratégique » — si chère aux secteurs de la défense nationaux, et notamment ceux des États-Unis et de la France, soit véritablement ébranlée. Pour preuve, les auteurs pointent à juste titre, par exemple, que 21 % du budget de la défense français sont toujours consacrés à la dissuasion nucléaire. Tout en revendiquant leur « autonomie stratégique » respective, la quasi-totalité des États ont cependant intensifié des politiques économiques parfois contradictoires, telles que soutenir les fusions transnationales d'entreprise, externaliser une partie très importante des activités de défense à des opérateurs privés et passer des marchés où les producteurs d'armes nationaux sont délibérément mis en concurrence avec leurs homologues étrangers. Même si certains États, notamment le Royaume-Uni, sont en train de revoir cette dernière politique, l'ouvrage montre bien que, de manière générale, le monde de la défense a connu depuis vingt ans les mêmes recettes de politique économique – en gros celles du néolibéralisme – que presque n'importe quel autre secteur. Longtemps protégés de la libéralisation au nom de « la spécificité des politiques régaliennes », les acteurs au cœur du monde de la défense se sont donc trouvés confrontés à de nouvelles sources d'incertitude qui, chose étonnante, et comme les auteurs de cet ouvrage le soulignent à maintes reprises, n'ont pas nécessairement eu un lien direct avec l'évolution des enjeux de sécurité depuis la fin de la guerre froide.

Comment, alors, la science économique a-t-elle cherché à théoriser ce monde en mutation ? La réponse de l'ouvrage à cette question commence par l'affirmation

qu'il y a eu « un renouvellement de l'analyse existante dans la littérature et l'élargissement des domaines de l'économie à mobiliser pour comprendre les impacts économiques et sociaux de la défense » (p. 4-5). Au fil des chapitres, ce livre montre en effet que différentes variantes de l'économie néo-classique ont proposé avec un certain bonheur des théories telles que celles de l'agence, des coûts de transaction et d'équité afin de saisir les phénomènes comme l'allocation des risques dans les contrats d'armements ou dans les contrats d'externalisation des services destinés aux militaires (par exemple, le logement ou l'alimentation). Ces théories économiques ont souvent été utilisées par les acteurs du monde de la défense comme une aide à la décision plus ou moins réussie. En revanche, d'autres théoriciens économiques, moins bien contextualisés ici, continuent à tenter d'appliquer leurs modèles pour aborder des questions beaucoup plus vastes. C'est le cas, par exemple, pour le rapport entre les niveaux de croissance économique et de dépense militaire, ou la relation entre le volume d'armes vendues dans le monde et le niveau de sécurité internationale. Face au caractère quelque peu vain de ces grandes généralisations, ce livre reste à notre sens trop silencieux sur l'apport relatif de chaque théorie économique présentée, voire sur le risque d'un certain impérialisme des économistes par rapport à d'autres manières scientifiques d'aborder le monde de la défense.

Bien entendu, dans un livre de cette taille il y a beaucoup de choses que l'on ne peut pas se permettre de traiter. Terminons donc plutôt en invitant ses auteurs et ses lecteurs éventuels à croiser ce qui est présenté ici avec les travaux pertinents en économie politique faits de nos jours par des politistes et des sociologues. Un tel exercice de fertilisation croisée pourrait utilement commencer en précisant davantage les institutions qui structurent chaque monde de défense nationale et qui, en ce faisant, se prêtent à des comparaisons systématiques. Ici le néo-institutionnalisme historique et sociologique propose un certain nombre de concepts et d'hypothèses – par exemple, « *institutional layering* » ou les « conceptions de contrôle » – qu'on pourrait très utilement appliquer à l'analyse comparée des mondes de la défense. Plus spécifiquement encore, dans nos propres travaux nous avons théorisé comment, dans chaque secteur industriel, émerge et évolue un « ordre institutionnel » qui agence ses institutions financières, commerciales, d'emploi et d'achat respectives. Comparer de tels ordres pour les mondes de la défense, internationalement et dans le temps, pourrait permettre aux analyses économiques de mieux faire le lien avec le rôle joué par la politique au sein de leur objet. En effet, l'objectif ultime d'un tel travail n'est pas simplement de cartographier les institutions et les acteurs en présence, mais d'expliquer le « travail politique » que ces derniers effectuent pour infléchir ou pour reproduire la structuration de leur monde. Cet ouvrage, remarquablement clair et incisif, éclaire la densité institutionnelle d'un secteur de la défense dont l'économie ne cesse d'évoluer au gré des pressions politiques multiples. Le défi qui reste pour les sciences sociales est de pouvoir saisir conjointement ces deux aspects en développant des économies politiques véritablement interdisciplinaires.

Andy Smith  
Centre Émile Durkheim  
Université de Bordeaux